

Avril 2013

Le wahhabisme et sa volonté de dominer le monde arabo-musulman : une menace en Méditerranée ?

Par Jean-François Coustillière, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse JFC Conseil

Huntington avait tort. Le clash prévu ne concerne pas les civilisations entre elles, mais s'applique au moins aujourd'hui au sein même de l'islam dans le monde arabo-musulman. Ce sont des composantes archaïques et rétrogrades du monde musulman qui tentent d'imposer leur loi à d'autres croyants musulmans dont la foi s'exprime de façon différente visiblement plus sereine, ouverte et humaniste tout en affichant leur respect des préceptes du Livre saint. Il convient de s'alarmer de cette situation, soutenue par des stratégies d'influence venues d'un ailleurs étranger à la région méditerranéenne, car elle constitue une menace tant pour les pays visés que pour leurs voisins y compris non musulmans.

Le constat

Les révoltes arabes ont fait naître, dans les pays qui ont connu le renversement de leur régime politique, un grand espoir de liberté, de dignité et d'émergence de la capacité égale des citoyens de participer aux choix politiques qui président à leur destin.

Dans les faits, ces révoltes ont conduit à l'accession au pouvoir de mouvements politiques islamistes qui se sont révélés répondre à une certaine aspiration des citoyens à moins de corruption, à plus d'équité ainsi qu'à un renforcement de la valorisation de leur identité arabo-musulmane.

Il est certain que cette région, qui depuis les indépendances a connu la domestication du fait religieux par les pouvoirs autoritaires, éprouve une religiosité intrinsèque qui la met en résonance avec les démarches de certains pays du Golfe arabe prônant le retour aux sources de l'islam et la rend vulnérable aux instrumentalisation extérieures. La chaîne Al Jazeera et son prédicateur vedette Al Qaradawi en constitue l'un des vecteurs¹.

Deux ans après les premiers soulèvements, force est de constater que ces bouleversements ont, avec la complicité active des nouveaux gouvernements ou en raison de leur incapacité à contrôler les ailes les plus dures de leur parti, ouvert la porte à des composantes politiques le plus souvent brutales et violentes, drapées dans leur version du religieux, pour promouvoir un retour à un passé idéalisé sans rapport avec les réalités actuelles. Ces composantes, sous des formes diverses² y compris djihadistes se réclament toutes du wahhabisme³, mouvement politico-religieux saoudien, fondé par Mohammed ben Abdelwahhab, qui estimait que l'islam devait être ramené à sa forme originelle, selon son

¹ Revue Politique internationale – n°138 – Naoufel Brahim El Mili - Tous les chemins mènent à Doha : « Le cheikh Youcef Al-Qaradawi, qui n'a pas son pareil pour haranguer les foules et conspuer les régimes en place, se révèle l'un des socles de cette stratégie médiatique visant à « promouvoir » le printemps arabe»

² Revue Politique internationale – n°138 – Entretien avec Khairat al-Shater, membre du bureau de la Guidance des Frères musulmans égyptiens : « Q- Vos alliés naturels, a fortiori au Parlement égyptien, ce sont les salafistes. On ne comprend pas toujours en Occident ce qui vous distingue d'eux .. R de KAS - Il n'y a pas de grandes différences entre les doctrines.../... »

³ Sur Sunna Info - http://www.sunna.info/wahhabite/wahhabites/_CadreWah.php – « les principaux points qui fondent le dogme wahhabite sont au nombre de quatre»

interprétation du Coran et des hadiths, différant ainsi des autres doctrines de l'Islam, très largement majoritaires. Les wahhabites rejettent tous les autres courants de l'Islam qu'ils considèrent comme hérétiques.

En Tunisie, Libye, Egypte, Syrie, à des niveaux divers et en fonction des situations politiques, nous observons :

- L'établissement de régimes autoritaires sous l'impulsion des islamistes prônant ou favorisant les règles et usages wahhabites et/ou lutte des milices islamistes armées contre le pouvoir, élu comme en Libye ou imposé comme celui d'Assad, tout en s'affrontant aux autres composantes laïques ou non wahhabites pour imposer leur domination ;
- L'apparition de brigades réprimant des comportements jugés non conformes aux critères wahhabites, pourchassant les attitudes jugées licencieuses entre hommes et femmes ;
- La destruction de mausolées, d'églises ou de mosquées non rattachées au wahhabisme, squat de mosquées, condamnation des fêtes et célébrations religieuses de rite malékite, agression contre les manifestations artistiques et festives sortant des codes salafistes ;
- Des actes violents allant jusqu'à l'assassinat de personnalités progressistes, des actions contre des manifestants non religieux et des incidents dévoilant l'existence d'armes et de mouvements terroristes se réclamant du djihadisme ;
- L'accroissement des actions d'intimidation et d'humiliations contre les étrangers, les chrétiens spécifiquement les coptes, les juifs, mais également contre les chiites, les alaouites, les soufis ;
- La prolifération des conférences de chouyoukh wahhabites, création d'associations religieuses fondamentalistes, multiplication de prêches salafistes, multiplication des visites de chouyoukh du Golfe tout cela dans des régions de tradition étrangère au wahhabisme.

Les pays n'ayant pas connu de révoltes subissent également cette volonté de domination wahhabite.

A Bahreïn, l'Arabie saoudite et les autres Etats du Golfe conduisent une répression meurtrière contre un mouvement de protestation chiite, opposé au pouvoir sunnite minoritaire. La monarchie saoudienne a volé au secours de son allié prétextant de l'instrumentalisation de la rébellion par l'Iran chiite et craignant sans doute de voir s'exacerber l'opposition chiite dans le royaume wahhabite.

Le Liban est depuis longtemps confronté à cette pression qui s'exerce le plus souvent à travers les camps palestiniens à Tripoli bien sûr⁴, mais aussi en d'autres sites.

Au Sahel, plus précisément au Mali, ces mouvements sous le drapeau de milices islamistes alliées à des bandes de trafiquants ou de terroristes se réclamant pour partie d'Al Qaïda, ont élargi leur zone d'action. Après avoir conquis le Nord du pays le soumettant à des règles rétrogrades appuyées sur une vision de la charia interprétée dans son acception la plus archaïque, ces mouvements ont entrepris d'occuper le Sud en détruisant au passage les fondements identitaires et religieux des populations locales : destruction des mausolées, destruction de documents historiques et religieux, application brutale de la charia dans une version fondamentaliste étrangère aux us locaux etc .

⁴ "Depuis des années Tripoli est pratiquement une imara salafiste sous protection et financement saoudo-haririen" - in « Le Liban dans le contexte convulsé du Proche-Orient » - de Georges Corm, paru dans Afkar / Ideas 36 – janvier 2013

Le Maroc, peu après l'explosion des révoltes arabes en 2011 a été démarché pour rejoindre le club des monarchies arabes du Golfe : le Conseil de coopération du Golfe. La Jordanie elle-même épargnée par ces révoltes jusqu'à aujourd'hui, plus perméable sans doute aux influences du Golfe, faisait acte de candidature spontanée au Conseil de coopération du Golfe arabe (CCEAG).....

L'Algérie, où le régime a su se préserver du mouvement des révoltes arabes, à la fois pour des raisons liées à son histoire récente mais aussi compte tenu des structures du pouvoir, semble également sous la pression de cette volonté dominatrice wahhabite. Elle se retrouve désormais avec des combattants salafistes rescapés des combats internes des années 90 notamment au Sud, sur ses frontières avec le Sahel, et ceux-ci ont fait la liaison avec les mouvements opérant hors de ses frontières. Néanmoins, si des tentatives de créer un parti d'obédience wahhabite sont apparues, celles-ci ne semblent pas en mesure d'atteindre leur objectif.

Ces divers événements ne peuvent pas être innocents et il est difficilement imaginable qu'ils ne soient pas reliés. Ils relèvent d'une même dynamique.

Quelle stratégie sous tend ces démarches ?

A partir de ce constat, il est difficile de ne pas identifier une volonté stratégique qui peut s'exprimer selon les trois priorités suivantes :

- Tout d'abord, sous couvert d'un retour à la « vraie foi », soumettre les populations à des exigences reposant sur une interprétation archaïque des textes fondamentaux et ainsi , à travers ce carcan qui règle le quotidien de tous les instants, étouffer toute velléité des individus de recherche d'autonomie, de libre arbitre et d'ouverture au monde⁵. Les concepts même de démocratie, de droits de l'Homme, d'équité hommes-femmes, de liberté de conscience, d'égalité entre les êtres humains sont *de facto* hors la loi.
- Ensuite, imposer la loi divine selon son interprétation wahhabite comme seule et unique référent du pouvoir. Ainsi, les autres expressions de l'islam étant écartées, le pouvoir est étroitement lié à la source du wahhabisme ouvrant la voie à un califat musulman englobant le monde arabo-musulman, voire plus si affinité, qui assure la domination religieuse et donc politique par cette source⁶. Le danger de la reproduction des révoltes nées dans des pays non féodaux est ainsi écarté⁷.
- Si les monarchies ont, semble-t-il, constitué des remparts contre les soulèvements, il convient aussi de s'assurer qu'elles ne puissent pas être contaminées par l'émergence de ce

⁵ Georges Corm dénonce ce constat dans la revue « Moyen Orient », numéro 17 de janvier 2013, page 12, dans les termes suivants : «Pour maintenir l'autoritarisme dans toutes les sociétés musulmanes, on a trouvé commode cette interprétation wahhabite de l'islam qui fait appel aux écoles les plus radicales, tel un adjuvant extraordinaire pour maintenir le contrôle sur les populations.»

⁶ « Son but final [AlQaïda], sera d'éradiquer tous les mécréants et de répandre le wahhabisme partout pour l'avènement du Grand Califat avec à sa tête le « Serviteur des deux lieux saints », titre que se donne le gardien des lieux saints de l'islam : le roi Ibn Saoud qui sera auréolé du titre envié d'« Emir El Mou'minin », Commandeur des croyants. » - in « La peste noire ou le wahhabisme triomphant » de Rachid Barnat, sur El Kasbah News, 18 janvier 2013 - <http://www.elkasbah.net/la-peste-noire-ou-le-wahhabisme-triomphant/>

⁷ Hala Kodmani « « les pays du Golfe ne veulent probablement pas que les transitions arabes réussissent. Ils préfèrent maintenir un désordre maîtrisé pour ne pas être atteints par de bons exemples » confirme Hasni Abidi. » - In Confluences Méditerranée numéro 84 – L'implication du Qatar dans les révolutions arabes

si mal nommé « Printemps arabe ». Pour cela, il est imaginé de rassembler ces monarchies dans une alliance⁸ qui aurait pour avantage de regrouper les pays à faible démographie du Golfe avec d'autres plus peuplés, au Maghreb ou au Proche-Orient, pour faire bénéficier à l'ensemble non seulement de la disponibilité de masses humaines mobilisables mais aussi des moyens militaires organisés et entraînés de leurs forces armées .

Cette stratégie n'est évidemment pas affichée, d'autant plus qu'elle est l'objet d'une concurrence entre l'Arabie et le Qatar⁹, qui jouent cependant la même partition pour leur bénéfice propre et pour celui des Etats-Unis : le *containment* de l'Iran. Ces Etats poursuivent des politiques différentes avec des partenaires parfois distincts¹⁰, et des priorités occasionnellement divergentes¹¹, mais étroitement déterminées par les rapports existants entre ces pouvoirs et les Oulémas qui sont sensiblement différents.

Elle est d'ores et déjà dénoncée par les responsables les plus éclairés. Cela apparaît dans des travaux universitaires¹², des déclarations politiques ou sur des sites internet dont nombreux sont l'émanation

⁸ « Le CCG vient de faire un choix politique et stratégique important, mais douteux, pour ne pas dire aventureux : aller vers sa logique ultime, soit devenir une sorte de «Sainte Alliance» rassemblant toutes les monarchies du Machrek et du Maghreb, dans un contexte où les pays arabes sont si divisés que la Turquie a pu s'ériger à moindre frais en «champion» de leur cause principale, la Palestine, et en arbitre de leurs différends. On ne peut interpréter autrement l'annonce faite concernant l'adhésion de la Jordanie et du Maroc au CCG. » de Hocine Meghlaoui in « Une «Sainte Alliance» contre qui? » sur : La Tribune du Sahara du 17 mai 2011-<http://westernsahara.fr/2011/05/une-sainte-alliance-contre-qui/>

⁹ Hala Kodmani « L'incapacité du Qatar à entretenir son influence propre et la convergence de ses options wahhabites avec l'Arabie saoudite fait apparaître le petit émirat comme un exécutant de la politique de son puissant grand frère, notamment dans le cadre de la confrontation avec l'Iran chiite » - In Confluences Méditerranée numéro 84 – L'implication du Qatar dans les révolutions arabes

¹⁰ Giorgio Cafiero sur le site EPOCHTIMES le 10 octobre 2012 « En misant sur des chevaux différents en Égypte et en Tunisie, l'Arabie saoudite et le Qatar sont devenus rivaux dans un monde arabe en transition. La montée d'une forme conservatrice, mais démocratique de l'islamisme peut être une onde de choc acceptable pour le Qatar, au grand dam de l'Arabie saoudite. Toutefois, l'influence du Qatar pourrait être éclipsée en cas de soulèvement en Égypte ou en Irak. En outre, si le réveil arabe se propage au Bahreïn et dans d'autres émirats du Golfe, Doha devra freiner ses ambitions internationales et se concentrer sur son déficit démocratique intérieur. En effet, lorsqu'on aborde la question de la démocratie dans le Golfe, les deux royaumes ne sont plus du tout rivaux. » - <http://www.epochtimes.fr/front/12/10/10/n3507237.htm>

¹¹ Gilles Kepel, in Liberté du 6 avril « Soutenus par le Qatar, les Frères veulent s'emparer du pouvoir politique par le haut, en prenant le pays par les urnes. Financés par l'Arabie saoudite, les salafistes veulent islamiser l'ensemble de la société par le bas, en œuvrant dans les quartiers pauvres et les bidonvilles, sans forcément prendre le pouvoir politique. Même si récemment ils ont formé des partis. Ce qui est nouveau pour leur mouvance. » - <http://www.liberte-algerie.com/actualite/les-pays-du-golfe-ont-sponsorise-les-islamistes-et-les-salafistes-gilles-kepel-se-confie-a-liberte-197445>

¹² Karim Sader « Une fois encore, le minuscule émirat tire les pleins bénéfices de cet affaiblissement et entend s'imposer comme le nouveau pôle d'attraction islamique du XXIème siècle » - In Confluences Méditerranée numéro 84 – Entre Wahhabisme et marche forcée vers la modernité

de musulmans qui s'insurgent contre ce qu'ils vivent comme une violence faite à leur propre foi : « *ce groupe [les wahhabites] qui se nourrit d'ignorance dans la croyance, d'extrémisme dans le dogme et de violence dans l'action, ne réussit à diffuser sa propagande que grâce aux richesses des pétrodollars* »¹³.

Mais il est plus pertinent de faire référence à des hommes de religion tel le cheikh Chemseddine Baroubi Aljazaïri, célèbre imam algérien, qui n'hésite pas à mettre en garde les Tunisiens contre « *l'invasion du wahhabisme* »¹⁴. Il est aussi possible d'évoquer la création, le 31 janvier 2013 à Alger, de la ligue des oulémas du Sahel destinée à « *combattre l'extrémisme, le fanatisme et la criminalité* » et à « *trancher les questions de la religion et éviter ainsi le recours à des canaux et des pensées qui sont loin de refléter notre ouverture sur le monde, notre pratique religieuse et nos références théologiques* ». Les conclusions de cette rencontre fondatrice dénoncent ainsi « *les crises qui touchent le monde musulman constituent une atteinte à ses références religieuses, à son unité territoriale, et à ses principes fondamentaux (...)* »¹⁵.

Une stratégie apparaît donc bien visant à imposer une certaine vision obscurantiste de l'islam, une domination religieuse et donc politique par une seule source de pouvoir et enfin un modèle unique de gouvernance monarchique pour le monde arabo-musulman.

Qui soutient ces modes d'action ?

Cependant, ces modes d'action nécessitent des soutiens financiers puissants à la fois pour recruter des hommes, combattants¹⁶ ou militants, mais aussi pour disposer de moyens logistiques, d'armes et de relais. Ces soutiens, évidemment discrets compte tenu à la fois de leur objectifs peu avouables et de leurs méthodes d'intervention, ne dédaignant de plus ni la violence ni le terrorisme, sont délicats à identifier.

Compte tenu des stratégies évoquées, il est aisé d'imaginer où se situent les centres fournisseurs de soutien. Ils sont d'ailleurs régulièrement évoqués dans la presse tant lors des commentaires sur les attentats du 11 septembre 2001, que lors des révoltes arabes ou de l'intervention au Mali.

Mehdi Lazar – « Cette doctrine avait pour avantage de pouvoir renforcer durablement le statut du Qatar sur la scène internationale en tant que leader de facto du monde arabe mais sa nouvelle expression a clairement rompu avec les politiques d'influence précédentes pour s'exprimer dans une politique de puissance assez risquée » - In Confluences Méditerranée numéro 84 – L'émirat « hyperactif » : une analyse de la politique d'internationalisation du Qatar

¹³ Qui sont les wahhabites ? - http://www.sunna.info/wahhabite/wahhabites/_CadreWah.php

¹⁴ Kapitalis – 25 janvier 2013 – « Un imam algérien avertit les Tunisiens contre l'invasion du wahhabisme »

¹⁵ El Watan – 31 janvier 2013 – « Imams érudits et prédicateurs du Sahel se rencontrent à Alger - Une ligue pour combattre le fanatisme religieux »

¹⁶ « Par la diffusion de leur doctrine, les wahhabites sont l'origine de toutes sortes de groupes qui, au nom de la légitimité de l'individu à être indépendant pour interpréter les textes, se permettent les assassinats, le terrorisme, la formation de groupes entraînés aux meurtres, aux pillages et aux viols. Ils considèrent effectivement qu'hormis eux, tout le monde est mécréant, à maltraiter et à abattre. » sur Sunna Info - http://www.sunna.info/wahhabite/wahhabites/_CadreWah.php

De fait, les fonds mis à disposition ne relèvent pas forcément de la puissance publique officielle mais d'initiatives prises par des hommes qui se trouvent plus ou moins proches du pouvoir¹⁷. Ce soutien, venant du Qatar ou d'Arabie saoudite est par nature très discret. Il a été régulièrement dénoncé en Tunisie comme s'exerçant auprès des salafistes, en Libye au profit des milices de l'Est, en Egypte à l'avantage du parti Al Nour, en Syrie en appui aux Frères musulmans et à diverses autres mouvances, armées ou non, comme Jabhat Al Nosra ou Ahrar Al Sham encore plus radicaux, etc . Ce soutien est également observé au Mali au profit de Ansar Dine (proche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique) et du Mujao (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest).

Il n'est pas inintéressant de relever que le Qatar, dont la section du Croissant rouge a été particulièrement active au Sahel, est l'un des rares pays à avoir déclaré officiellement son opposition à l'intervention armée française, au profit et à la demande du Mali confronté à une tentative de conquête par une alliance de circonstance de mouvements terroristes, mafieux et islamistes.

D'autres voies, plus transparentes permettent également ce type de soutien à travers l'aide à la construction d'édifices et de centres religieux à l'étranger dans lesquels est souvent prêché le wahhabisme, ou le financement de chaînes de télévision pratiquant également le prosélytisme. Des bourses sont généreusement attribuées à des ressortissants arabes invités à étudier la religion islamique dans les universités, dont « une fois diplômés, la grande majorité de ces étudiants sous influence wahhabite rentrent prêcher cette version de l'islam dans leurs pays respectifs, tandis que les meilleurs d'entre eux deviennent des salariés du royaume » saoudien¹⁸.

Même s'il est difficile d'apporter des preuves tangibles de ce soutien aux mouvements d'inspiration wahhabite, il est évident que la multiplicité des soupçons sur des théâtres aussi divers que la Tunisie, la Syrie, la Libye ou le Mali, ainsi que les faisceaux de présomption reposant sur les prises de position officielles ou d'organismes liés aux pouvoirs, constituent des éléments convaincants étayant la crédibilité de cette volonté.

Quel danger pour le monde euro-méditerranéen ?

Au demeurant, il est légitime de s'interroger sur l'importance que cette stratégie peut avoir sur les intérêts français et plus largement européens car, à défaut de menace voire de risques, la question pourrait apparaître aux Européens comme indifférente.

Malheureusement, cela ne semble pas être le cas.

- Tout d'abord, ces soutiens financiers profitent à des acteurs qui, bien qu'éloignés de l'Europe, agissent contre ses intérêts. C'est le cas des groupuscules fondamentalistes sectaires et potentiellement violents, notamment au Pakistan ou en Afghanistan, mais aussi en Afrique sub-saharienne.

¹⁷ « Traditionnellement, le canal de financement de ces mouvances salafistes se fait par le biais d'organisations humanitaires et caritatives islamiques, ou présentées comme telles, ou via des membres de la famille royale, des hommes d'affaires ou des responsables religieux », explique à FRANCE 24 Karim Sader » - in « Comment la mouvance salafiste carbure aux pétrodollars saoudiens » France 24 – 27 septembre 2012 sur :

<http://www.france24.com/fr/20120926-salafistes-mouvance-radicale-finance-arabie-saoudite>

¹⁸ de Samir Amghar, in « Comment la mouvance salafiste carbure aux pétrodollars saoudiens » France 24 – 27 septembre 2012 sur : <http://www.france24.com/fr/20120926-salafistes-mouvance-radicale-finance-arabie-saoudite>

- Sur le pourtour méditerranéen et dans l'Afrique francophone, les désordres engendrés par cette volonté d'imposer la règle wahhabite aux populations mettent en péril les intérêts européens, mais aussi l'existence même de liens historiques, tout en créant les conditions d'un accroissement important de l'émigration qui fatalement se dirigera majoritairement vers la France. Les déstabilisations qui en découleront, y compris du fait des échecs économiques attendus, seront propices à la défaillance des Etats et donc à l'émergence de zones en déshérence, ou de non droit, traditionnellement favorables au développement de bases terroristes. La crise au Mali donne une illustration instructive de ce qu'aurait pu devenir ce pays, entraînant avec lui les pays frontaliers, vers un avenir de soumission à des règles archaïques, imposées par la violence, sans aucune tolérance pour les non-wahhabites et bien évidemment sans respect de la dignité ni des droits humains.
- Sur le territoire français ou européen, les conséquences d'une immigration massive ne manqueraient pas de déstabiliser les équilibres sociaux déjà bien fragiles. Les liens familiaux existants avec les pays d'origine des citoyens européens arabes entraîneraient inévitablement de leur part des engagements partisans sources de tensions internes entre mouvances immigrées, sans écarter l'accroissement du risque terroriste visant à infléchir les positions de la France dans telle ou telle direction. Enfin, l'expansion dans nos populations d'une doctrine archaïque en tous points opposée¹⁹ aux valeurs fondamentales de l'Union européenne et de la République, au détriment de l'islam traditionnel des pays d'origine de nos concitoyens arabes n'est pas favorable au renforcement de l'harmonie du peuple français, et plus largement européen.

La France, et l'Europe dans une mesure assez similaire, sont directement concernées par cette stratégie visant la soumission du monde musulman africain et proche-oriental à cette volonté wahhabite. Si cette stratégie devait atteindre ses objectifs nous aurions à faire face à un renforcement des menaces pesant sur nos intérêts tant domestiques qu'internationaux. Nous serions également confrontés à un environnement immédiat fait de pays dépendants de pouvoirs éloignés, enfermés dans des rapports sociaux frustrants, intolérants à toute présence autre que celle soumise à leurs préceptes religieux et fermés aux influences étrangères. Certes, il est possible de trouver des exemples de situations de ce type déjà existantes, et cela sans dégât majeur sur les relations internationales... Mais ces solutions sont elles adaptables à des pays autrement plus peuplés et dont les ressources, même en supposant une aide venant d'ailleurs, sont totalement sous-dimensionnées pour pouvoir, comme dans les pays visés satisfaire les besoins des habitants ?

En conclusion, il est temps d'interroger nos partenaires à l'origine de cette volonté stratégique et de leur faire valoir la nécessité de prendre en compte nos intérêts de façon à trouver des solutions équilibrées et responsables qui nous permettent de poursuivre, dans la sérénité et sans accroître les risques auxquels nous sommes exposés, des relations sereines. Les arguments utiles à une telle négociation existent, mais mériteraient sans doute une concertation européenne voire occidentale. Il est quand même paradoxal que la France entretienne un accord de défense, et des exercices

¹⁹ Sur le site du Monde le 13 mars – article « Berlin interdit trois groupes salafistes » - « *"Le salafisme, tel qu'il est professé par les groupes interdits aujourd'hui, n'est pas compatible avec notre ordre public démocratique et libre"*, a estimé le ministre de l'intérieur, Hans-Peter Friedrich. *"DawaFFM, Audios islamiques et An-Nussrah visent à modifier notre société par des actions agressives et violentes, où la démocratie serait remplacée par un système salafiste, et l'Etat de droit, par la charia"*, a-t-il ajouté. » - source http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/03/13/berlin-interdit-trois-groupes-salafistes_1847279_3214.html

d'entraînement quadriennaux fort coûteux²⁰, avec un certain pays qui est soupçonné d'agir contre nos intérêts. De même les Etats-Unis n'ont, semble-t-il, pas beaucoup modifié leurs relations avec l'Arabie saoudite après les « attentats du 11 septembre » et leurs alliances dans la région²¹ sont souvent difficilement compréhensibles.

A défaut, il suffira peut être de s'en remettre aux sociétés du Sud. Celles-ci montrent déjà, notamment en Tunisie, Algérie et Syrie, qu'elles peuvent se dresser contre ces agissements si contraires à leurs traditions, à leurs convictions, à leur ouverture au monde et à leur foi. Avec le même souci, semble-t-il, la Turquie inquiète de la remise en cause des acquis de la révolte de la dignité, multiplie les dons et conventions visant à renforcer les moyens d'action gouvernementaux en Tunisie.

Mais une telle indétermination occidentale conduirait sans aucun doute, à l'occasion de ces rebellions pour la dignité, à des dégâts humains moralement insupportables dans des pays qui nous sont si proches.

Jean-François Coustillière
Consultant indépendant
Associé au groupe d'analyse JFC Conseil
Avril 2013

Réagir

²⁰ Voir : « Fin de l'exercice Gulf Falcon 2013 au Qatar » sur le site Défense

<http://www.defense.gouv.fr/ema/interarmees/exercices-interarmees/gulf-falcon-2013/fin-de-l-exercice-gulf-falcon-2013-au-qatar> : « Du 16 février au 7 mars 2013, l'exercice bilatéral interarmées franco-qatarien *Gulf Falcon 2013* a engagé près de 3000 militaires des deux pays. »

²¹ « Si vous regardez les alliances américaines, quels sont les trois piliers, en dehors du Japon ou du monde occidental ? L'Arabie saoudite, le Pakistan et Israël. Trois États religieux où les droits de l'homme ne sont pas respectés sont les piliers majeurs de son influence » - in « Le Liban dans le contexte convulsé du Proche-Orient » - de Georges Corm, paru dans *Afkar / Ideas* 36 – janvier 2013